



Bureau de l'équité salariale

Plan d'activités 2021-2024

(Mis à jour en novembre 2021)

Titre : Bureau de l'équité salariale – Plan d'activités 2021-2024

This document is also available in English.

Commission de l'équité salariale, 180, rue Dundas Ouest, bureau 300,
Toronto (Ontario) M7A 2S6

Tél. : 1 800 387-8813 | ATS : 1 855 253-8333 | www.payequity.gov.on.ca

Table des matières

1. Mandat	4
1.1. Remarque concernant le plan actualisé	4
1.2. Mandat	4
2. Activités prévues	5
2.1. Nouvelles vision et mission et nouveaux principes directeurs	6
2.2. Objectifs stratégiques et résultats clés	6
3. Objectifs, résultats clés et mesures de rendement	8
3.1. Objectif stratégique n° 1 : Être un acteur reconnu et fiable de l'autonomisation économique des femmes (efficacité)	8
3.2. Objectif stratégique n° 2 : Éliminer les écarts entre les sexes en matière de politiques, de savoir et de salaires (efficacité)	10
3.3. Objectif stratégique n° 3 : Assurer l'excellence de la prestation de services (efficacité et rendement)	12
4. Ressources financières et humaines	14
4.3. Budget triennal	14
4.4. Ressources humaines	14

1. Mandat

1.1. Remarque concernant le plan actualisé

En décembre 2020, le Bureau de l'équité salariale a entamé une révision de son plan stratégique visant à prendre en compte les bouleversements de l'environnement au cours de l'année 2020. Le processus de planification n'était pas terminé au moment où le Bureau a dû soumettre son plan d'activités 2021-2024 au ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences. La révision du plan stratégique étant à présent terminée, le Bureau présente ci-après son plan d'activités actualisé.

1.2. Mandat

Le Bureau de l'équité salariale est un partenaire clé au sein du système de l'emploi et du travail en Ontario, qui permet aux personnes d'accéder au marché du travail et d'obtenir une rémunération équitable en échange de leurs compétences et de leurs talents. Notre travail se concentre sur les femmes, le travail et les questions liées aux différences entre les sexes. Nous nous consacrons en particulier à aider les femmes à atteindre le bien-être économique grâce à l'équité salariale. Nous nous attachons également à mieux comprendre l'inégalité et la discrimination fondées sur le sexe afin de pouvoir y remédier.

La Commission de l'équité salariale (« Commission ») a été créée en vertu de l'article 27 de la *Loi sur l'équité salariale* (« Loi »), L.R.O. 1990, chap. P.7. Elle a pour objet d'éliminer la discrimination fondée sur le sexe en matière de rétribution des employés œuvrant dans des catégories d'emplois à prédominance féminine en Ontario, et de garantir une rémunération égale pour un travail de valeur égale.

La Commission est composée de deux entités distinctes et indépendantes : le Bureau de l'équité salariale (« Bureau »), dirigé par un ou une commissaire, et le Tribunal de l'équité salariale (« Tribunal »), dirigé par un président ou une présidente. Le ou la commissaire et le président ou la présidente sont tous deux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 33 de la Loi établit les responsabilités spécifiques du Bureau :

(1) Le Bureau de l'équité salariale est chargé de l'exécution de la présente loi. L.R.O. 1990, chap. P.7, par. 33 (1); 1993, chap. 4, par. 20 (1).

(2) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le Bureau de l'équité salariale possède les attributions suivantes :

a) il peut effectuer des recherches et préparer des rapports

concernant n'importe quel aspect de l'équité salariale et des questions connexes et peut également formuler des recommandations au ministre en ce qui concerne l'objet de ces recherches ou rapports;

- b) il peut instituer à l'intention du public des programmes d'information concernant n'importe quel aspect de l'équité salariale et des questions connexes;
- c) il fournit des services d'appoint au Tribunal;
- d) il mène les études qu'exige le ministre et prépare des rapports et formule des recommandations en ce qui concerne l'objet de ces études;
- e) il mène une étude au sujet de la discrimination systémique entre les sexes en ce qui concerne la rétribution du travail effectué, dans les secteurs de l'économie où la main-d'œuvre est traditionnellement à prédominance féminine, par des catégories d'emplois à prédominance féminine dans les établissements qui n'ont pas de catégories d'emplois à prédominance masculine appropriées aux fins d'établir la comparaison visée à l'article 5; dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur, il prépare des rapports et formule des recommandations à l'intention du ministre en vue d'éliminer cette discrimination;

Le ministre du Travail, de la Formation et du Développement des compétences représente le Bureau et le Tribunal au Conseil des ministres et à ses comités ainsi que devant l'Assemblée législative et ses comités.

Il incombe au ministre, d'une part, de rendre compte à l'Assemblée du respect par le Bureau et le Tribunal des lois et des politiques administratives gouvernementales et de l'exécution de leur mandat et, d'autre part, d'examiner et d'approuver leurs plans d'activités et leurs rapports annuels.

Le présent plan d'activités expose les activités prévues et fournit les indicateurs de rendement clés associés pour le Bureau de l'équité salariale. Il a été élaboré conformément à la Directive concernant les organismes et les nominations et au *Guide to Developing Business Plans for Provincial Agencies* (guide pour l'élaboration de plans d'activités à l'intention des organismes provinciaux, en anglais seulement), juin 2020.

2. Activités prévues

Pour l'exercice de programmation 2021-2022, le Bureau va continuer à exercer son mandat légal principal, comme indiqué ci-dessus, consistant à assurer l'exécution de la loi en suivant les plaintes et en y répondant, ainsi qu'en proposant des programmes d'information à l'intention du public, guidé dans ces tâches par le nouveau plan stratégique.

2.1. Nouvelles vision et mission et nouveaux principes directeurs

Grâce à un processus itératif et collaboratif, l'équipe du Bureau a élaboré avec soin et adopté une nouvelle vision, une nouvelle mission et de nouveaux principes directeurs.

Vision : Changer le monde pour que les femmes puissent y travailler, y vivre et s'y épanouir plus équitablement.

Mission : Éliminer l'écart salarial entre les sexes.

Principes directeurs :

Écouter d'abord

Chercher d'abord à comprendre et à respecter sincèrement les points de vue d'autrui.

Servir avec objectivité et empathie

Servir les collègues et le public de façon déterminée et réfléchie.

Accueillir le nouveau et le différent

Chercher des approches efficaces et novatrices pour exécuter notre travail.

Grandir ensemble

Nous sommes résilients et franchissons les obstacles ensemble tout en continuant à viser un avenir meilleur.

S'engager avec passion

Notre dévouement envers notre mission est apparent pour tous.

Faire preuve de leadership

Nous montrons la voie à autrui.

2.2. Objectifs stratégiques et résultats clés

L'équipe du Bureau a défini trois objectifs stratégiques qui orienteront ses activités au cours des trois prochaines années. Des résultats clés définis pour chacun de ces objectifs nous aideront à déterminer si nous les avons atteints.

Objectif stratégique n° 1 :
Être un acteur reconnu et fiable de l'autonomisation économique des femmes

Résultat clé 1 : Renforcement de la présence externe

Résultat clé 2 : Renforcement de la collaboration avec les médias et avec les organismes gouvernementaux

Objectif stratégique n° 2 :
Éliminer les écarts entre les sexes en matière de politiques, de savoir et de salaires

Résultat clé 1 : Élimination des écarts en matière de politiques

Résultat clé 2 : Élimination des écarts en matière de savoir

Résultat clé 3 : Élimination des écarts salariaux entre les sexes

Objectif stratégique n° 3 :
Assurer l'excellence de la prestation de services

Résultat clé 1 : Maintien de la conformité à la Loi

Résultat clé 2 : Maintien d'une équipe hautement performante grâce à l'amélioration continue

3. Objectifs, résultats clés et mesures de rendement

En 2021-2022, le Bureau de l'équité salariale rendra compte de ses réalisations par rapport à ses objectifs et résultats clés.

3.1. Objectif stratégique n° 1 : Être un acteur reconnu et fiable de l'autonomisation économique des femmes (efficacité)

Résultat clé Objectif stratégique n° 1	Activité(s)	Mesure	Objectif 2021-2022	Objectif 2022-2023	Objectif 2023-2024
1. Renforcement de la présence externe	a) Activités d'information à l'intention du public	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre d'activités ◆ Évaluation de l'utilité par les participants 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 8 activités ◆ 60 % des personnes effectuant l'évaluation répondant « Utile » ou « Très utile » 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 8 activités ◆ 60 % des personnes effectuant l'évaluation répondant « Utile » ou « Très utile » 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 8 activités ◆ 60 % des personnes effectuant l'évaluation répondant « Utile » ou « Très utile »
	b) Allocutions publiques de la commissaire	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre d'allocutions 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 8 allocutions 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 8 allocutions 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 8 allocutions
	c) Établir une stratégie de collaboration des intervenants associée à des indicateurs sur les partenariats	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre de partenariats ◆ Diversité des partenariats ◆ Efficacité des partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Mise en place de la stratégie, définition des indicateurs 	<ul style="list-style-type: none"> À mettre à jour après l'élaboration de la stratégie 	<ul style="list-style-type: none"> À mettre à jour après l'élaboration de la stratégie
	d) Mettre à jour le site Web, élaborer de nouveaux indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Pleine exploitation du potentiel du site Web ◆ Augmentation du nombre de visiteurs 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Lancement d'un site Web actualisé, conforme à la LAPHO 	<ul style="list-style-type: none"> À mettre à jour après l'établissement de mesures du trafic de référence en 2021-2022 	<ul style="list-style-type: none"> À mettre à jour après l'établissement de mesures du trafic de référence en 2021-2022
	e) Contributions externes en matière de leadership éclairé dans une grande diversité de publications et de médias	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre de contributions ◆ Diversité des publications et des médias 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 12 contributions publiées ◆ Publications reflétant les publics cibles définis dans la stratégie de collaboration avec les intervenants 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 12 contributions publiées ◆ Publications reflétant les publics cibles définis dans la stratégie de collaboration avec les intervenants 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 12 contributions publiées ◆ Publications reflétant les publics cibles définis dans la stratégie de collaboration avec les intervenants
2. Renforcement de la	a) Élaborer une	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Image auprès des 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Élaboration d'une 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre de prises 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Augmentation du

Résultat clé Objectif stratégique n° 1	Activité(s)	Mesure	Objectif 2021-2022	Objectif 2022-2023	Objectif 2023-2024
collaboration avec les médias et avec les organismes gouvernementaux	stratégie relative aux relations avec les médias	médias généraux et spécialisés	stratégie relative aux relations avec les médias	de contact avec les médias à l'initiative du Bureau, recevant une réponse positive	nombre de demandes spontanées des médias
	b) Collaborer avec les ministères ontariens, avec d'autres territoires de compétence canadiens et internationaux	◆ Nombre de collaborations avec d'autres organismes gouvernementaux	◆ Au moins 3 collaborations au sein du gouvernement (par exemple, MDECEC, MDESC, MTFDC)	◆ Au moins 3 collaborations au sein du gouvernement (à déterminer)	◆ Au moins 3 collaborations au sein du gouvernement (à déterminer)

3.2. Objectif stratégique n° 2 : Éliminer les écarts entre les sexes en matière de politiques, de savoir et de salaires (efficacité)

Résultat clé Objectif stratégique n° 2	Activité(s)	Mesure	Objectif 2021-2022	Objectif 2022-2023	Objectif 2023-2024
1. Écarts en matière de politiques	a) Assurer un leadership éclairé pour optimiser les politiques, les programmes et les instruments législatifs dans le but d'éliminer l'écart salarial entre les sexes	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre de demandes d'avis et/ou de présentations 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Recherche de 3 occasions de demande ou de présentation 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Recherche de 3 occasions de demande ou de présentation 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Recherche de 3 occasions de demande ou de présentation
2. Écarts en matière de savoir	a) Aider les professionnels des RH à disposer des moyens pour assurer la conformité à la Loi	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre de demandes de présentations de formation ◆ Nombre de professionnels des RH touchés 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Au moins 3 séances de formation <p><i>Nombres de participants de référence à définir¹</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Au moins 3 séances de formation <p><i>Nombres de participants de référence à définir en 2021-2022</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Au moins 3 séances de formation <p><i>Nombres de participants de référence à définir en 2021-2022</i></p>
	b) Établir des partenariats avec des intermédiaires intervenant auprès de petites entreprises et de microentreprises	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Nombre et portée des partenaires intermédiaires ◆ Maintien de relations significatives et durables 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Prise de contact avec 3 nouveaux partenaires intermédiaires 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Prise de contact avec 3 nouveaux partenaires intermédiaires ◆ Maintien des partenariats établis précédemment 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Prise de contact avec 3 nouveaux partenaires intermédiaires ◆ Maintien des partenariats établis précédemment
	c) Favoriser une meilleure compréhension des facteurs à l'origine	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Taux d'utilisation des ressources informatives du Bureau (site Web, 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Accroissement du nombre de visiteurs de la section « En savoir plus » du 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Augmentation régulière des taux d'utilisation, des impressions sur les 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Augmentation régulière des taux d'utilisation, des impressions sur les

¹ Le passage de nombreuses activités de perfectionnement professionnel à des formats virtuels en 2020 a donné lieu à des changements importants en matière de programmes et d'accessibilité. Très souvent, le nombre de participants a connu une hausse significative car le format virtuel rendait la participation plus pratique et moins coûteuse. Dans d'autres cas, les organisateurs ont décidé de modifier de façon définitive le format des activités proposées, afin de proposer des manifestations plus fréquentes, mais à des groupes plus restreints. C'est pourquoi le Bureau surveillera le nombre de participants au cours de la première année de ce cycle triennal de planification des activités afin d'établir de nouveaux objectifs de référence.

Résultat clé Objectif stratégique n° 2	Activité(s)	Mesure	Objectif 2021-2022	Objectif 2022-2023	Objectif 2023-2024
	de la persistance de l'écart salarial entre les sexes, et des outils et des instruments les plus efficaces pour éliminer ces facteurs	<ul style="list-style-type: none"> ♦ médias sociaux) ♦ Nombre de demandes en matière de leadership éclairé ♦ Base de partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ nouveau site Web du Bureau ♦ Accroissement des impressions sur les médias sociaux ♦ Recherche de 3 occasions de demande ♦ Augmentation du nombre et de la portée des partenaires 	médias sociaux, du nombre/de la portée des partenaires	médias sociaux, du nombre/de la portée des partenaires
3.Écarts salariaux entre les sexes	a) Adopter une approche fondée sur des données probantes afin d'exécuter le mandat prescrit par la Loi, en ciblant les secteurs dans lesquels la recherche démontre que l'impact potentiel est le plus élevé	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Conception et mise en œuvre de nouveaux programmes de conformité proactifs ♦ Nombre d'entreprises soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Expérimentation d'un nouvel outil de conformité en libre-service destiné aux petites entreprises et aux microentreprises, utilisation des résultats obtenus dans ce cadre pour définir la base de référence et les objectifs 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Augmentation régulière du nombre d'entreprises touchées ♦ Expérimentation d'une nouvelle campagne proactive 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Augmentation régulière du nombre d'entreprises touchées ♦ Expérimentation d'une nouvelle campagne proactive
	b) Ordonner aux employeurs de se conformer à la Loi, au besoin	<ul style="list-style-type: none"> ♦ Vérification pour s'assurer que les employeurs se conforment aux ordonnances du Bureau 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ 90 % des ordonnances de paiement sont exécutées sans que le Bureau doive renvoyer la question au Tribunal 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ 90 % des ordonnances de paiement sont exécutées sans que le Bureau doive renvoyer la question au Tribunal 	<ul style="list-style-type: none"> ♦ 90 % des ordonnances de paiement sont exécutées sans que le Bureau doive renvoyer la question au Tribunal

3.3. Objectif stratégique n° 3 : Assurer l'excellence de la prestation de services (efficacité et rendement)

Résultat clé Objectif stratégique n° 3	Activité(s)	Mesure	Objectif 2021-2022	Objectif 2022-2023	Objectif 2023-2024
1. Maintien de la conformité à la Loi	a) Mener des enquêtes concernant les plaintes et assurer leur règlement en vertu de la Loi	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Rapidité du règlement des plaintes ◆ Bien-fondé des décisions et des ordonnances 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Examen des pratiques de gestion de cas, des procédures et des outils de règlement des plaintes ◆ 80 % des plaintes sont réglées dans un délai de 18 mois ◆ 90 % des ordonnances portées en appel auprès du Tribunal s'avèrent fondées en droit 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % des plaintes sont réglées dans un délai de 18 mois ◆ 90 % des ordonnances portées en appel auprès du Tribunal s'avèrent fondées en droit 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % des plaintes sont réglées dans un délai de 18 mois ◆ 90 % des ordonnances portées en appel auprès du Tribunal s'avèrent fondées en droit
	b) Concevoir de nouveaux programmes de conformité proactifs fondés sur des données relatives aux comportements	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Résultats des programmes de conformité proactifs 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Définition d'une référence et des objectifs fondés sur les résultats de l'expérimentation du nouvel outil en libre-service 	À définir en fonction de la conception de chaque nouvelle campagne de conformité proactive	À définir en fonction de la conception de chaque nouvelle campagne de conformité proactive
2. Maintien d'une équipe hautement performante grâce à l'amélioration continue	a) Investir dans le perfectionnement professionnel continu	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Plans d'apprentissage par équipe et individuels 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Tous les membres du personnel ont des plans d'apprentissage ◆ Tous les membres du personnel participent à des activités d'apprentissage prévues 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Tous les membres du personnel ont des plans d'apprentissage ◆ Tous les membres du personnel participent à des activités d'apprentissage prévues 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Tous les membres du personnel ont des plans d'apprentissage ◆ Tous les membres du personnel participent à des activités d'apprentissage prévues
	b) Démontrer l'engagement à l'égard des principes directeurs	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Intégration d'un engagement en matière de rendement dans tous les plans de rendement des membres du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 100 % des plans de rendement des membres du personnel incluent l'engagement à l'égard des principes directeurs du Bureau 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 100 % des plans de rendement des membres du personnel incluent l'engagement à l'égard des principes directeurs du Bureau 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 100 % des plans de rendement des membres du personnel incluent l'engagement à l'égard des principes directeurs du Bureau

Résultat clé Objectif stratégique n° 3	Activité(s)	Mesure	Objectif 2021-2022	Objectif 2022-2023	Objectif 2023-2024
	c) Démontrer l'engagement à l'égard de l'équité et de l'inclusion en milieu de travail	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Intégration d'un engagement en matière de rendement dans tous les plans de rendement des membres du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 100 % des plans de rendement des membres du personnel incluent l'engagement à l'égard de l'équité et de l'inclusion en milieu de travail ◆ Élaboration d'un plan d'action collaboratif de lutte contre le racisme spécifique au Bureau; début de sa mise en œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 100 % des plans de rendement des membres du personnel incluent l'engagement à l'égard de l'équité et de l'inclusion en milieu de travail ◆ Continuation de la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre le racisme spécifique au Bureau 	<ul style="list-style-type: none"> ◆ 100 % des plans de rendement des membres du personnel incluent l'engagement à l'égard de l'équité et de l'inclusion en milieu de travail ◆ Continuation de la mise en œuvre du plan d'action de lutte contre le racisme spécifique au Bureau

4. Ressources financières et humaines

4.3. Budget triennal

Le budget de fonctionnement annuel du Bureau de l'équité salariale fait partie du budget des dépenses du ministère du Travail, de la Formation et du Développement des compétences. Le Bureau rédige un rapport sur ses dépenses et ses engagements prévus chaque trimestre.

Catégorie de dépenses	Prévisions 2021-2022 – Dépenses	Base de planification préliminaire 2022-2023	Base de planification préliminaire 2023-2024
Traitements et salaires	2 346 000 \$	2 346 000 \$	2 346 000 \$
Avantages sociaux	266 100 \$	266 100 \$	266 100 \$
Autres charges directes de fonctionnement (ACDF) : Transports et communications	42 800 \$	42 800 \$	42 800 \$
Services (y compris location à bail)	325 000 \$	324 800 \$	324 700 \$
Fournitures et matériel	20 000 \$	20 000 \$	20 000 \$
Total – ACDF	387 800 \$	387 600 \$	387 500 \$
Total général	2 999 900 \$	2 999 700 \$	2 999 600 \$

4.4. Ressources humaines

Le Bureau compte 24 équivalents temps plein (ETP). Seule la commissaire est nommée par décret.

